

# ÉTAT DE DROIT ET GÉOPOLITIQUE AU CŒUR DES ÉLECTIONS



Au sein de l'Union européenne, aucune élection n'est purement nationale. Cela s'explique par le fait que les résultats affectent la direction du pays tout autant que les équilibres internes de l'Union. Dimanche 2 avril, trois pays, dont deux membres de l'UE et un candidat, tenaient leurs élections dominées par les questions géopolitiques (Russie/OTAN) et d'État de droit (corruption).

## *FINLANDE.*

[La victoire du Parti de la coalition de centre-droit, dirigé par Petteri Orpo](#), (48 sièges sur 200 au Parlement) :

- Renforce la présence des partis de droite au Conseil européen
- S'accompagne d'un score élevé du Parti des Finlandais Finns, d'extrême droite (deuxième avec 46 sièges),
  - Ce qui signale une nouvelle avancée pour les droites radicales - après [la Suède](#) ou [l'Italie](#).
- Janne M. Korhonen, chercheur au sein du groupe de réflexion finlandais Kalevi Sorsa Foundation, dans un long thread explique que [la défaite de Sanna Marin était attendue](#).
  - En Finlande, le Premier ministre en place perd presque toujours les élections suivantes.
  - Toutefois, bénéficiant de la popularité historique de Sanna Marin, les sociaux-démocrates ont obtenu de meilleurs résultats que prévu :
    - 3 nouveaux sièges (soit 43) - au détriment de ses anciens alliés, en particulier le parti du Centre et les petites formations de gauche.
- Il revient maintenant au vainqueur, le parti de la Coalition nationale, (NCP ou Kok, droite conservatrice modérée) de tenter la formation d'un nouveau gouvernement.
  - Il faut pour cela au moins 110 sièges, soit une coalition, dont la composition reste à définir.
  - Deux options sont envisageables : [l'une avec les sociaux-démocrates, l'autre avec le parti Finns](#).
    - Cependant, dans les deux cas, il faut un troisième partenaire.
  - L'une des options pour le gouvernement de droite NCP-Finns est le Parti du Centre.
    - Ce parti dominait jusque-là en Finlande que l'on peut qualifier de rurale jusqu'à hier.
    - Ceci permettrait à la coalition d'obtenir 116 sièges et une majorité sûre.
    - Toutefois, le parti des Finns est très opposé à l'immigration et se présente comme climato-sceptique.
  - La deuxième option serait une « grande » coalition NCP-Sociaux-démocrates.
    - Cependant, les différences idéologiques sont aussi considérables.
    - Le NCP a promis plus d'austérité alors que les sociaux-démocrates ont plaidé pour le maintien des dépenses sociales.
- Les analystes estiment qu'un gouvernement NCP-Finns serait imprévisible et, au moins sur le plan rhétorique, plus réticent à l'égard de l'UE.
  - Il œuvrerait toutefois, fermement pour l'adhésion à l'OTAN et, du moins pour l'instant, le soutien à l'Ukraine.

# ÉTAT DE DROIT ET GÉOPOLITIQUE AU CŒUR DES ÉLECTIONS



Ces résultats se répercutent au niveau européen :

- le 5 avril, le parti d'extrême droite, Finns, a finalement quitté le groupe Identité et Démocratie (ID) au Parlement européen (où siègent le RN et la Lega de Matteo Salvini).
  - Il rejoint [le groupe des Conservateurs et Réformistes européens \(ECR\)](#), où siègent les partis au gouvernement en Italie et en Pologne.
    - Ceci s'explique du fait des désaccords sur l'Ukraine et l'OTAN.
    - Cela signifie que dans l'hémicycle européen, Finns [se décale vers le centre](#).
- Ce mouvement montre combien [la question de la Russie](#) pèse sur cette partie du champ politique européen.
  - Si certains partis de droite radicale ont tenté de réévaluer leur relation avec la Russie, d'autres, comme le FPÖ autrichien ([très lié à la Russie](#)) et l'AfD allemand, s'y refusent toujours.
  - Rejoindre le groupe parlementaire ECR peut envoyer un signal favorable du parti Finns dans le but de rejoindre la coalition gouvernementale.
    - ECR est considéré comme plus responsable dans sa critique à l'égard de la construction européenne.
- L'adhésion de Finns à ECR ne modifiera peut-être pas de manière significative l'équilibre des pouvoirs au Parlement européen.
  - Cependant, il semble témoigner du fait que le centre de gravité de la politique européenne se déplace un peu plus vers la droite nationaliste, conservatrice et souverainiste.

## **BULGARIE.**

Pour ces 5<sup>e</sup> élections en 2 ans organisées en Bulgarie, aucun réel vainqueur n'émerge dans cette interminable [course très disputée](#) entre libéraux et conservateurs.

- Seule émerge la montée du camp pro-russe pour arriver [au pire des scénarios imaginables](#).
  - Au décompte final, le parti conservateur GERB de l'ancien premier ministre Boïko Borissov obtient 26,5 % des voix.
  - La coalition pro-occidentale menée par Kiril Petkov « Nous continuons le changement » et « Bulgarie démocratique » obtient 24,9 % des voix.
  - Le niveau élevé d'abstention, avec [un taux de participation estimé à seulement 40 %](#), reflète la frustration des électeurs face à la succession de gouvernements intérimaires.
- Malgré les espoirs suscités par les manifestations anti-corruption de 2020, le pays reste embourbé dans une crise politique coûteuse.
  - La Bulgarie, pays le plus pauvre de l'UE, continue de lutter contre l'inflation et l'instabilité politique.
    - Difficile dans ces conditions d'assurer une transition démocratique conforme aux exigences de la construction européenne.
  - Dans ce contexte, [le sentiment pro-russe est en hausse](#), alimenté en partie par le conflit en Ukraine, dans un pays qui a la particularité, comme [le rappelle la politologue Maria Kazakova](#), d'être à la fois pro-Bruxelles et pro-Moscou.

# ÉTAT DE DROIT ET GÉOPOLITIQUE AU CŒUR DES ÉLECTIONS



- Une question cruciale se pose de plus en plus souvent dans le débat politique bulgare : celle d'un changement du régime.
  - Le régime présidentiel est avancé comme une alternative de la crise du régime parlementaire actuel.
    - Pour reprendre les termes d'Ivo Hristov, député européen et ancien conseiller du Président en place Rumen Radev, [la sortie de la crise, c'est le régime présidentiel](#).
  - Le Président de la République bulgare est perçu comme une figure de plus en plus centrale dans le fonctionnement du régime.
    - Seule institution semblant disposer d'une réelle stabilité, il occupe un rôle de premier plan dans la constitution des gouvernements, en plus d'être élu au suffrage universel direct.
    - Depuis son élection en 2017, réélu sans étiquette en 2021, R. Radev a nommé directement cinq gouvernements.
    - À la faveur des blocages du régime parlementaire, le Président Radev prend de plus en plus souvent positions en tant que chef de l'exécutif en s'exprimant au nom du gouvernement en place nommé qu'il a nommé.
  - La Bulgarie s'orienterait donc potentiellement vers un modèle constitutionnel plus proche de celui de la Ve République française.

## *MONTÉNÉGRO.*

Dans ce petit pays candidat en négociation pour l'adhésion à l'UE, c'est l'économiste pro-européen [Jakov Milatovic qui a remporté l'élection présidentielle au Monténégro](#).

- Il remporte le second tour contre le vétéran Milo Djukanovic, au pouvoir depuis plus de trois décennies.
  - J. Milatovic a obtenu environ 60 % des voix, contre 40 % pour M. Djukanovic, selon les [projections de l'OSCE](#).
    - M. Djukanovic, figure de proue de la scène politique monténégrine, [a exercé plusieurs mandats de premier ministre et de président](#) depuis son accession au pouvoir en 1991.
    - Bien qu'il ait contribué à l'indépendance du Monténégro, et soit l'artisan de l'adhésion à l'OTAN et de la candidature à l'Union européenne, ses détracteurs l'accusent de corruption généralisée, de clientélisme et de liens avec le crime organisé (en particulier [les trafics de tabac](#)).
- Cette élection est cruciale pour le Monténégro car elle influencera les [élections législatives anticipées prévues pour le 11 juin 2023](#).
  - Ceci s'explique par des mois d'impasse et un gouvernement limité aux affaires courantes.
  - Jakov Milatovic a fait campagne sur un programme anti-corruption et pro-européen sous l'égide du parti « L'Europe maintenant ! », créé l'année dernière.
    - Il promet de donner [la priorité à l'adhésion du Monténégro à l'UE](#).
    - L'idée serait donc d'avoir une concordance des majorités pour atteindre cet objectif.
  - Le Monténégro est en négociation pour rejoindre l'UE depuis 2012 et espère bénéficier du nouveau processus [géopolitique](#) d'élargissement.
  - Cependant, [le rapport 2022 de la Commission européenne fait part de ses inquiétudes](#) concernant la corruption, les obstacles institutionnels et l'indépendance judiciaire au Monténégro.

# L'ÉTAT DE L'ÉTAT DE DROIT



Egalité. Salaires. Harmonisation.

## *SUFFRAGETTE.*

Le 30 mars 2023, le Parlement européen a approuvé [la directive](#) obligeant les employeurs de l'Union européenne [à faire preuve de transparence en matière d'égalité salariale entre les hommes et les femmes](#). Cela s'accompagne par une législation nationale prévoyant des amendes en cas de discrimination salariale.

- Les nouvelles règles, proposées par la Commission européenne en mars 2021, visent à permettre une comparaison explicite des rémunérations des hommes et des femmes, à poste égal.
  - Les 27 lois nationales devront exiger des employeurs qu'ils fournissent aux salariés et à leurs représentants des informations claires et complètes sur les niveaux de rémunération individuels et moyens, ventilés par sexe.
    - Lorsqu'une entreprise compte 100 salariés ou plus, elle devra publier régulièrement des informations expliquant l'écart de rémunération entre les hommes et les femmes, le cas échéant.
    - Le non-respect de ces dispositions devra faire l'objet d'une sanction.
  - Les employeurs qui ne pourront justifier objectivement un écart de rémunération de 5 % ou plus devront évaluer à nouveau les salaires en coopération avec les représentants des travailleurs.
    - Dans le cas contraire, ils pourront se voir soumis à des amendes.
  - Ces nouvelles dispositions permettront aux salariés victimes de discrimination de demander des explications voire une réparation.
    - Si un ou une salariée estime que le principe de l'égalité de rémunération n'a pas été appliqué, il incombera à l'employeur de prouver qu'il n'y a pas eu de discrimination.
- [Une fois approuvée par le Conseil](#), la directive entrera en vigueur 20 jours après sa publication au Journal officiel.
  - Les États membres disposeront de trois ans pour transposer les nouveaux éléments dans leur droit national.
  - A noter qu'en cas de non-respect du délai de transposition, il sera [possible pour n'importe quel intéressé d'invoquer les dispositions de la directive devant le juge de droit commun](#).

IA. ChatGPT. Données personnelles. Italie.

## *VITE FAIT MAL FAIT.*

[Le respect des droits est-il un frein au développement de l'Intelligence artificielle \(IA\) ?](#) La question de l'équilibre entre la protection des données personnelles par le droit européen et la nécessité pour l'IA d'avoir accès à toujours plus de données pour se développer se heurte au cadre réglementaire de l'UE.

- [Comme l'avait identifié l'OMC dès 2015](#), la protection des données est en train de devenir l'un des principaux enjeux des relations commerciales mondiales.
- Derrière une réglementation trop stricte se profile le danger de rater la prochaine révolution technologique et la redistribution des cartes mondiales.
  - Cependant, sans cette protection juridique, comment éviter la mainmise par des entreprises extra-européennes sur des milliards de données des citoyens de l'UE ?

- Après avoir fait [suspendre l'application](#) par le gouvernement, l'autorité italienne de protection des données a [ouvert une enquête sur ChatGPT](#), une IA conversationnelle développée par Open AI, pour violation présumée du règlement européen sur la protection des données.
  - L'autorité cite plusieurs griefs :
    - La perte de données d'utilisateurs et d'informations de paiement ;
    - le manque d'informations sur les utilisateurs ;
    - et l'absence de base juridique pour la collecte et le stockage de grandes quantités de données personnelles afin d'entraîner les algorithmes sous-jacents de la plateforme.
  - En outre, l'autorité note l'absence de filtre de vérification de l'âge, le logiciel étant théoriquement destiné aux utilisateurs de plus de 13 ans.
    - Open AI dispose de 20 jours pour répondre aux allégations, faute de quoi elle pourrait se voir infliger une amende de 1,5 million d'euros.
  - Bien entendu le contournement de cette interdiction par les utilisateurs italiens est déjà largement pratiqué et [la demande pour les VPN a explosé](#).
  - En France, la CNIL déclare avoir reçu ses premières plaintes contre l'application.
- L'interdiction est-elle vraiment une réponse au défi de l'IA ?
  - Alors qu'une [lettre ouverte appelait récemment à un moratoire](#) sur la recherche en la matière, des spécialistes comme mettent en doute [la sincérité](#) de cette initiative et [sa pertinence](#).
    - La question d'un décrochage total de l'UE se pose.
  - Comme [le soulignent les experts de Eurointelligence](#), c'est surtout l'utilisation des technologies numériques qui importe, plus que leur production.
    - Les politiques d'interdiction de ChatGPT entravent les retombées économiques de ces technologies et empêchent les entreprises et les consommateurs européens de les intégrer.
  - En somme, il y a un enjeu à ce que l'indispensable et légitime protection des droits ne se transforme pas en prétexte hypocrite pour éviter d'avoir à répondre aux défis annoncés.

Homoparentalité. Enfants. Droits transfrontaliers.

## *LE SENS DES RESPONSABILITÉS.*

Comme s'il suffisait de décider qu'une évolution de la société n'existe pas pour qu'elle disparaisse, le [Sénat italien](#) a voté contre la proposition de règlement de la Commission européenne en faveur de la reconnaissance transfrontalière des enfants de parents de même sexe.

- S'inscrivant dans la tendance du gouvernement de Giorgia Meloni, l'idée serait donc de lutter contre la stratégie de propagande « du lobby LGBTQ+ ».
  - L'Italie [rejoint ainsi le groupe de Visegrad](#) dans cette quête.
- Entre temps, la [municipalité de Milan](#) a interrompu la transcription de tous les certificats de naissance étrangers des enfants de parents homosexuels.
  - Ces couples italiens, n'étant pas autorisés à adopter ni à avoir accès à la [procréation médicalement assistée](#), adoptent leurs enfants à l'étranger pour ensuite revenir en Italie.

- La question n'est pas tant de savoir si ces personnes ont le droit – ou non – à la parentalité.
  - Dans les faits, ces enfants se retrouvent sans État civil.
  - Cette impossibilité tient à une volonté politique.
- En d'autres termes, en l'espèce, la puissance publique refuse la sécurité juridique de ses ressortissants car la lutte contre le lobby LGBTQ+ serait une priorité.

# EUROPE GÉOPOLITIQUE



OTAN. Finlande. Russie. Frontières. Stratégie.

*HOW TO ATTRACT WHAT YOU ACTUALLY WANT.*

Vladimir Poutine en envahissant l'Ukraine, soi-disant pour se défendre de l'OTAN, semble avoir réveillé celle-ci [de sa mort cérébrale](#).

- Le 4 avril 2023, [la Finlande est devenue officiellement le 31e membre de l'Alliance atlantique](#).
  - Elle offre ainsi à la Russie 1340 kilomètres de frontière commune avec l'OTAN.
  - Reste encore la Suède, [dont la ratification du traité d'adhésion est ralentie par le président turc Erdogan](#).
    - Elle reste donc en suspens jusqu'aux [élections générales turques du 14 mai 2023](#).
- De même, le président russe semble avoir contribué malgré lui à une homogénéisation de la culture stratégique européenne.
  - Kaja Kallas, Première ministre estonienne [fraîchement réélue](#), [demande que des Européens de l'Est soient nommés à des postes de premier plan stratégiques en Europe](#).
    - Elle estime que la région est sous-représentée aux postes les plus élevés des trois principales institutions de l'UE, à savoir la Commission européenne, le Conseil européen et le Parlement européen.
    - Cela se justifie par le fait que ces pays ont joué un rôle important dans le soutien de l'UE à l'Ukraine et dans les sanctions contre la Russie.
  - K.Kallas estime que sa récente proposition visant à ce que l'UE [achète conjointement des munitions](#) pour l'Ukraine tout en stimulant l'industrie européenne de la défense constitue une avancée significative.

Influence. Chine. Non-alignement.

*CASSE-TÊTE.*

Le président français Emmanuel Macron et la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, sont en Chine cette première semaine d'avril 2023, entre autres, pour tester la capacité à obtenir la coopération de la Chine sur l'Ukraine, comme le souligne [The Economist](#).

- La visite de trois jours comprend de nombreuses réunions bilatérales à Pékin :
  - en particulier avec les trois membres les plus importants du comité permanent du bureau politique du parti communiste chinois (PCC) : Xi Jinping, Li Qiang et Zhao Leji.
- [La guerre en Ukraine annoncée comme étant au cœur des échanges](#) se solde par un résultat mitigé sur ce point.
  - Le PCC [s'est révélé inflexible](#).
    - Les attentes des Européens doivent être réalistes, compte tenu du partenariat stratégique de la Chine avec la Russie.
  - Cette visite constitue une occasion unique, bien que risquée, pour les dirigeants européens d'afficher la coordination européenne tout en cherchant à convaincre la Chine de faire pression sur la Russie.
    - C'est donc en quelque sorte une première réussite.
    - Malheureusement, [interpeller sur les droits fondamentaux](#) ne semble toujours pas être une priorité pour les Européens en Chine.

- [Dans un post LinkedIn](#), le chercheur (Fondation pour la Recherche Stratégique) Antoine Bondaz explique que le président Macron dispose d'une occasion unique pour demander à la Chine une réaction officielle à l'intention de la Russie de déployer des armes nucléaires en Biélorussie.
  - Paris attache une importance fondamentale à l'affichage de la coordination européenne, contrairement à la visite précédente du Chancelier allemand Scholz.
  - Il est toutefois nécessaire de veiller à ce que l'unité européenne ne se fasse pas au détriment de la coordination avec d'autres partenaires.
    - En effet, la position de la France est [parfois perçue comme ambiguë à l'égard de la Chine](#).
- Dans une analyse plus globale, Mark Leonard, directeur du European Council on Foreign Relations, estime que la véritable bataille pour la suprématie internationale ne se joue pas entre les démocraties et les autocraties comme [l'affirme le président Biden](#).
  - La confrontation oppose [deux modèles d'ordre mondial](#) : un modèle dominé par l'Occident et un autre où la Chine propose sa propre conception de la démocratie.
    - Le président chinois, Xi Jinping, a d'ailleurs récemment [présenté son « plan de paix »](#) pour la guerre en Ukraine.
    - Il a aussi [orchestré le rétablissement des liens diplomatiques entre l'Iran et l'Arabie saoudite](#).
  - Mark Leonard insiste : l'idée que les gouvernements occidentaux préservent l'ordre fondé sur leurs règles n'est pas convaincante pour de nombreuses personnes dans le monde.
    - Et ce d'autant plus que les gouvernements occidentaux- eux-mêmes - l'ont déjà abandonné sur de nombreux fronts, de l'Irak à la Libye.
  - Selon M. Leonard, la plupart des pays rejettent l'ordre mondial issu de la fin de la Guerre froide et considèrent au contraire que le monde évolue vers un accroissement de la fragmentation et de la multipolarité.
    - Ainsi, la Chine, dont le seul allié conventionnel est la Corée du Nord, se rend compte qu'elle ne peut pas gagner un concours entre des alliances concurrentes.
    - La stratégie de Xi consiste donc à faire appel à la préférence générale du monde non occidental pour l'optionnalité et le non-alignement.
- Il y a [un danger à diviser le monde comme le font les États-Unis](#), abonde l'analyste polonais Piotr Kaczynski.
  - Cela implique que ceux qui se trouvent au milieu doivent être persuadés ou poussés à choisir leur camp.
  - Refusant probablement largement ce choix, un grand nombre de représentants étatiques pourraient rejoindre cette vision chinoise du monde actuel.
- [La Chine se retrouvera donc en concurrence avec l'Inde pour le leadership du monde non-occidental](#) en désaccord avec le Kremlin.
  - Les dirigeants chinois ont probablement raison de penser que la souveraineté sera le thème déterminant de la politique mondiale du XXIe siècle.
    - En d'autres termes, favoriser la capacité de décider en dernier ressort plutôt que l'obéissance à des alliés soi-disant plus puissants.
    - Surtout au moment où son *soft power* économique ne convainc plus en Europe.

Italie. Routes de la Soie. Grands chantiers.

*KIND REMINDER.*

La Première ministre italienne, [Giorgia Meloni](#), fait part de ses réticences à renouveler le *Memorandum of Understanding* (MoU) avec la Chine ; l'accord pour adhérer à la Nouvelle Route de la Soie.

- Ce MoU a été signé, en 2019, par le Président du Conseil de l'époque Giuseppe Conte, invoquant la possibilité de renforcer l'économie italienne.
  - [Giorgia Meloni](#) a déclaré que la signature d'un tel accord a été, pour reprendre ses termes, « une grosse erreur ».
    - Elle ajoute à l'occasion de cette interview que « (...) le temps permettra à Pékin d'adoucir son ton et d'agir concrètement en faveur du respect de la démocratie, des droits de l'homme et de la légalité internationale ».
    - On remarquera que, décidément, toutes ces bonnes volontés en matière de préservation des droits fondamentaux ne sont pas explicites face aux principaux intéressés.
- La majorité des ministres italiens ne souhaite pas voir cet accord renouvelé et prend des décisions en ce sens.
  - Le ministre de la Défense, [Guido Crosetto](#) déclare s'y opposer.
    - Les relations commerciales ne peuvent, selon lui, pas être à sens unique, au détriment de l'Italie.
  - [Matteo Salvini](#), pourtant membre du gouvernement Conte à l'origine de l'accord, semble se ranger derrière G. Meloni.
    - Le – maintenant beaucoup plus discret - ministre des Infrastructures a déclaré que la société [China Communications Construction Company](#), société spécialisée dans la construction d'infrastructure portuaires ne sera pas incluse dans le projet de construction de pont sur le détroit de Messina.
    - Le marché public a été remporté par la société italienne Eurolink.
- L'Italie de G. Meloni [rejoint finalement la position de l'UE et du gouvernement Draghi](#) dans son positionnement à l'égard de la Chine.
  - Il est aisé d'imaginer que les Italiens ont bien en mémoire le fait qu'ils ont été [la cible de la propagande chinoise au plus fort de la crise pandémique de 2020](#).

# GREEN DEAL



Charbon. Bulgarie. Plande relance.

***OOPS I DID IT AGAIN.***

[Le rapport de l'Agence internationale de l'énergie](#) l'avait souligné, la fin du gaz russe s'est traduite par [une augmentation du charbon](#) en Europe. Parmi les pays où le charbon est encore essentiel, se trouve la Bulgarie.

- Le gouvernement cherche [à renégocier ses objectifs en matière d'émissions de CO2](#) après que des milliers de mineurs de charbon et de travailleurs du secteur de l'énergie ont manifesté, devant le parlement, en janvier 2023.
  - Cette [manifestation](#) faisait suite au projet de fermeture progressive des centrales électriques au charbon d'ici 2030.
    - Ceci entraînerait 20 000 suppressions d'emplois dans le secteur.
- Le plan national de relance et de résilience de la Bulgarie a alloué 59 % de l'allocation totale du pays à des mesures pertinentes pour les objectifs climatiques de l'UE.
  - Bien évidemment, un cadre pour l'élimination progressive du charbon était supposément prévu.
  - L'incertitude politique, causée par les multiples motions de censure et par les élections législatives récurrentes (voir plus haut), fait que la Bulgarie se trouve depuis deux ans dans une interminable campagne électorale.
    - Ajoutons à cela le rôle clé de la [Russie en tant que fournisseur d'énergie](#).
  - Tout ceci fait du charbon une question centrale dans les campagnes électorales des partis politiques.
    - Le GERB-SDS, le PP-DB (Bulgarie démocratique, centre droit), le Parti socialiste bulgare et le parti nationaliste pro-russe Varzrajdane soutiennent la prolongation de la durée de vie des centrales au charbon.
- Si cela tombe bien pour des raisons d'opportunité électorale, il faut garder en tête que la renégociation de l'abandon progressif du charbon aura une incidence sur le financement de la relance et de la résilience de la Bulgarie par l'UE.
  - Rappelons d'abord qu'elle est l'un des derniers Etats membres à avoir soumis son plan.
    - Elle serait donc maintenant l'un des premiers à demander une modification.
  - Si la fermeture de l'industrie du charbon à Stara Zagora, la ville la plus touchée, risque d'entraîner [une crise sociale profonde](#), on se demande bien comment a été élaboré le plan national de relance.
    - La Bulgarie invoque maintenant la perte des recettes fiscales locales ayant un impact sur des secteurs cruciaux tels que les services sociaux et l'éducation.
  - Elle invoque également craindre que la fermeture des centrales électriques n'affecte l'économie bulgare, les prix de l'énergie devant augmenter d'environ 35 à 40 %.
    - L'idée de fonds européens qui seraient versés en échange de promesses en l'air semble malheureusement persister.
    - Notons que si des mineurs manifestent, ce n'est pas tant pour absolument garder un contact avec ce minerai que pour avoir un emploi et gagner leur vie pour subvenir aux besoins de leur famille et de leur collectivité.

BEUC. Nintendo. Réparabilité.

*NAILED IT.*

À la suite d'une [plainte déposée par le Bureau européen des unions de consommateurs \(BEUC\)](#), la Commission européenne a contacté Nintendo au sujet des problèmes techniques répétés liés à sa manette Joy-Con.

- En réponse à la plainte, [Nintendo a annoncé qu'elle réparerait gratuitement les manettes Nintendo Switch défectueuses.](#)
  - Les réparations seront disponibles pour les clients du Royaume-Uni, de l'Espace économique européen (EEE) et de la Suisse.
    - Le BEUC avait reçu près de 25 000 plaintes concernant des manettes Joy-Con défectueuses dans neuf pays européens.
- Le BEUC a demandé qu'une enquête soit menée au niveau européen et que Nintendo fournisse aux clients des informations précises sur la durée de vie du produit.
  - Nintendo avait déjà mis en œuvre la politique de réparations gratuites en Amérique du Nord, en Amérique latine.
  - Cette action des consommateurs s'inscrit dans la lutte contre l'obsolescence programmée.
    - Depuis 2020, l'UE favorise une stratégie de réparation, ainsi qu'une stratégie globale vers une économie du réemploi et de la réutilisation
    - Ainsi, sans même attendre la totalité de l'adoption du Plan d'action pour l'économie circulaire, le citoyen sous sa casquette de [consommateur peut aussi faire des produits durables, la norme.](#)

Mercosur. Accord. Déforestation.

*CARNAVAL.*

L'accord de commerce de l'UE avec le Mercosur devait bénéficier du remplacement de J. Bolsonaro par L.I. Lula à la tête de la fédération du Brésil. Il n'aura toutefois pas fallu beaucoup de temps pour se rendre compte que la bonne volonté en matière d'ambitions environnementales ne se limite pas à un comportement gougnafier ou pas.

- [Selon Politico](#), la négociation de ces accords était suspendue aux différentes exigences environnementales de la partie européenne, en particulier sur la déforestation.
- [Les efforts de la présidence suédoise en la matière sont continuels](#), mais les oppositions persistent.
  - [La France](#) invoque la protection de ses producteurs de viande bovine.
  - Les gouvernements autrichiens et néerlandais s'inquiètent de la déforestation importée.
- Les nouvelles dispositions environnementales contraignantes, principalement sur le sujet de la déforestation, demandées par la Commission européenne [semblent toujours mal accueillies par le Brésil.](#)
  - Les ONG [estiment, elles de leur côté, que ces exigences relèvent encore du « greenwashing ».](#)
    - Ces dispositions seront de trop faible portée pour limiter les conséquences environnementales d'un traité de commerce qu'elles estiment, depuis le début, néfaste à l'environnement et au respect des accords de Paris.
  - La présidence espagnole du Conseil de l'UE, qui commencera au 1er juillet 2023, pourrait accélérer [le processus de ratification](#) d'un accord [qu'elle soutient ouvertement.](#)